



commissaire aux comptes

COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION POUR LA SANTE CODES 34

Siège social : 54, chemin de Moularès,
Résidence Dom Bosco, Centre André Lévy
34070 MONTPELLIER
Association (loi 1901)
SIREN N° 321 501 017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION POUR LA SANTE CODES 34
Siège social : 54, chemin de Moularès,
Résidence Dom Bosco, Centre André Lévy
34070 MONTPELLIER
Association (loi 1901)
SIREN N° 321 501 017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association CODES 34 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L-823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

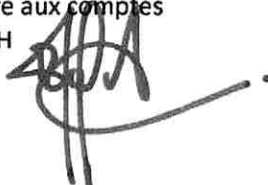
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événement sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

Le Commissaire aux comptes

Rhuan GUNESH



Bilan et Compte de Résultat

Codes 34

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	5 350	5 350			-400	-0,04
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	2 260	2 260				
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	56 289	51 443	4 846	0,50	2 266	0,30
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	5 870		5 870	0,61	900	0,12
TOTAL (I)	69 769	59 053	10 716	1,11	2 766	0,36
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	50		50	0,01		
Créances usagers et comptes rattachés	36 631		36 631	3,80	50 107	6,56
Autres créances					78	0,01
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel	703		703	0,07		
. Organismes sociaux	405		405	0,04		
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	336 432		336 432	34,88	222 341	29,09
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	579 741		579 741	60,10	488 925	63,98
Charges constatées d'avance						
TOTAL (II)	953 962		953 962	90,89	761 450	99,64
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	1 023 731	59 053	964 678	100,00	764 216	100,00



Codes 34**BILAN PASSIF**

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves	101 035	10,47	101 035	13,22
Report à nouveau	372 987	38,06	238 086	31,15
Résultat de l'exercice	25 443	2,64	134 901	17,65
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecart de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL (I)	499 465	51,78	474 021	52,03
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	38 992	4,04	38 967	5,10
TOTAL (II)	38 992	4,04	38 967	5,10
FONDS DEDIES				
. Sur subventions de fonctionnement	69 982	7,25	152 476	19,95
. Sur autres ressources				
TOTAL (III)	69 982	7,25	152 476	19,95
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées	3 990	0,41		
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	780	0,08	4 252	0,55
Fournisseurs et comptes rattachés	19 172	1,99	18 661	2,44
Autres	80 312	8,33	75 839	9,92
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	251 985	25,12		
TOTAL (IV)	356 239	36,93	98 752	12,92
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	964 678	100,00	764 216	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				



Codes 34

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Ventes de marchandises									
Production vendue de biens									
Prestations de services	138 092		138 092	100,00	96 668	100,00	41 424	42,85	
Montants nets produits d'expl.	138 092		138 092	100,00	96 668	100,00	41 424	42,85	
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation			548 367	397,10	639 882	661,94	-91 515	-14,29	
Cotisations			600	0,43	320	0,33	280	87,50	
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			152 476	110,42	203 493	210,51	-51 017	-25,06	
Autres produits			0	0,00	42 289	43,75	-42 289	-100,00	
Reprise sur provisions, dépréciations			45 680	33,08			45 680	N/S	
Transfert de charges			33 681	24,39	5 494	5,68	28 187	513,05	
Sous-total des autres produits d'exploitation			780 805	565,42	891 478	922,21	-110 673	-12,40	
Total des produits d'exploitation (I)			918 897	665,42	988 145	N/S	-69 248	-7,00	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
Exédent transféré (II)									
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés			2 188	1,58	1 017	1,05	1 171	115,14	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)			2 188	1,58	1 017	1,05	1 171	115,14	
PRODUITS EXCEPTIONNELS:									
Sur opérations de gestion			17 045	12,34	3 614	3,74	13 431	371,64	
Sur opérations en capital									
Reprises sur provisions et transferts de charges									
Total des produits exceptionnels (IV)			17 045	12,34	3 614	3,74	13 431	371,64	
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			938 129	679,35	992 777	N/S	-54 648	-5,49	
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT									
TOTAL GENERAL			938 129	679,35	992 777	N/S	-54 648	-5,49	
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks de marchandises									
Achats de matières premières et autres approvisionnements			3 963	2,87			3 963	N/S	
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements									
Autres achats non stockés			18 390	13,32	11 216	11,80	7 174	83,96	
Services extérieurs			11 746	8,51	14 066	14,56	-2 320	-16,48	
Autres services extérieurs			81 551	59,06	86 274	89,25	-4 723	-5,46	
Impôts, taxes et versements assimilés			25 283	18,31	17 332	17,93	7 951	45,87	
Salaires et traitements			415 735	301,06	383 333	386,55	32 402	8,45	
Charges sociales			124 025	89,81	119 720	123,85	4 305	3,60	
Autres charges de personnel					1 105	1,14	-1 105	-100,00	
Subventions accordées par l'association									

ptes ★ Pour identification ★

Rhuan

GUINEE



Codes 34

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	3 062	2,22	6 736	8,97
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions	25	0,02	2 728	2,82
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	69 982	50,68	152 476	157,73
Autres charges	741	0,54	596	0,62
Total des charges d'exploitation (I)	754 504	546,38	795 583	823,01
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Déficit transféré (II)				
CHARGES FINANCIÈRES:				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
Total des charges financières (III)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	158 182	114,55	16 613	17,19
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			45 680	47,25
Total des charges exceptionnelles (IV)	158 182	114,55	62 293	64,44
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	912 686	660,93	857 876	887,45
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	25 443	18,42	134 901	139,56
TOTAL GENERAL	938 129	679,35	992 777	N/S
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature	54 749		37 108	
TOTAL	54 749		37 108	
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole	54 749		37 108	
TOTAL	54 749		37 108	



Annexe légale

Annexe association

PREAMBULE

Description de l'objet social de l'entité

L'association CODES 34 a pour objet de promouvoir la santé telle que définie par l'OMS, par l'éducation pour la santé, afin que chaque citoyen acquière tout au long de sa vie les compétences et les moyens qui lui permettront de devenir acteur de sa propre santé, ainsi que celle de la collectivité. L'association participe à la lutte contre les inégalités sociales de santé en s'adressant à tous les publics.

L'association intervient sur toutes les thématiques de la promotion de la santé et de par son histoire a une spécificité en addictologie.

Elle se donne tous les moyens d'atteindre ses buts par le développement de toutes activités qui lui apparaissent nécessaires.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Renforcer le pouvoir d'agir des populations (1° ligne)

Renforcer les compétences politiques et/ou techniques des professionnels, bénévoles et dirigeants de structures (2° ligne)

Soutenir et alimenter la réflexion et la prise de décision des acteurs publics (2° ligne)

Description des moyens mis en œuvre

Ressources humaines

Ordinateurs portables

Téléphones fixe et portables

Van

Mise à disposition de locaux

Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

RH

- beaucoup de départs et d'arrivées
- création de postes et suppression du poste d'assistante de gestion

Activités

- Renforcement d'action et donc de RH : une chargée de veille à 0.4 ETP consacrée à la formation (qualiopi), une praticienne APP 0.4 ETP en plus
- réorganisation des RH sur certaines missions : PSME passe de 6 à 7 salariés car difficulté d'embaucher des personnes à temps plein

Subvention

- Baisse de la subvention de la Région



Contributions volontaires

Contributions volontaires en travail	Valorisation	Heures
Administrateurs	7 546 €	223
Avocate	950 €	5
MLI	3 683 €	132

Contributions volontaires en services		
locaux	42 570 €	selon bail

TOTAL	54 749 €	
--------------	-----------------	--

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 964 499,38 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 25 442,86 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.



PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

L'association a mis en oeuvre la comptabilisation des immobilisations par composants : pas d'immobilisation décomposable.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

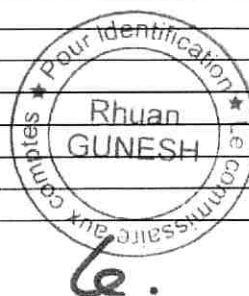
Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	2 à 3 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 3 à 10 ans
Matériel de transport	04 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	4 ans

**Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Engagements de retraite :

Paramètres techniques :

- L'année des calculs retenue est 2023.
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire TV 88/90.
- La méthode de calcul retenue est la méthode : Rétrospective Prorata Temporis.
- Les plans de financement établis tiennent compte de l'ensemble des salariés.
- La tarification est établie soit sur la base de cotisations lissées (*), soit sur la base de versement(s) unique(s) assorti(s) de cotisations lissées dans le temps.
- Les cotisations sont supposées être payées annuellement d'avance, les départs étant prévus en début d'année.
- Le fonds collectif est utilisé pour le remboursement des seules indemnités de fin de carrière, les cotisations sont donc exonérées de la taxe sur les conventions d'assurances.

Indemnités de fin de carrière à verser (IFC + Ch.soc.) : 151 851 euros

Valeur probable des indemnités à verser : 92 107 euros

Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 47 128 euros

Dette actuarielle : 6 992 euros





INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

FONDS DEDIES

SUR SUBV D'EXPLOITATION	A L'OUVERTURE	REPORT	UTILISATION	AUGMENTATION	A LA CLOTURE
Région / Modules Santé	146 476		146 476	64 982	64 982
Ville de Marseillan	6000		6000		0
Cpam	0			5000	5000
TOTAL	152 476		152 476	69 982	69 982

ELEMENTS EXCEPTIONNELS

Le résultat de l'année est affecté par des éléments exceptionnels dont le détail se justifie ainsi :

Au niveau des charges exceptionnelles pour 158 k€ :

Régularisations dues à des écarts sur les recettes et subventions à percevoir et non constatées

- * 4.3 k€ de recettes diverses non perçues
- * 36.1 k€ de perte sur les MS de l'année 2021, compensée par une reprise de provision ci-dessous
- * 86 k€ de perte sur les MS de l'année 2022
- * 26.2 k€ de perte sur le CD 34 pour l'année 2021/2022

Régularisations dues à des charges non constatées :

- * 1.1k€ € de notes de frais pour les salariés non constatés
- * 1.5 k€ de frais de charges locatives annulées à tort

* 2.7k€ de régularisation des cotisations URSSAF

Au niveau des produits exceptionnels et reprise de provision pour 52 k€

Régularisations en produits exceptionnels pour 16 k€

* 4 k€ d'un encaissement du mois d'août 2021 non identifié

* 8.9 k€ de régularisation de la mutuelle sur plusieurs années

Provisions pour 36 k€ en prévision des MS de l'année 2021

VENTILATION DES SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics À la charge de l'Assurance maladie À la charge de l'État À la charge du Département À la charge des Caisses d'Allocations Familiales À la charge d'autres financeurs	
. Subventions d'exploitation Union Européenne État Département Collectivités territoriales Région Établissements publics à caractère industriel et commercial Ville Autres	548 367 348 969 1 800 176 390 21 208
. Subventions d'investissement Union Européenne État Département Collectivités territoriales Établissements publics à caractère administratif Établissements publics à caractère industriel et commercial Ville	
TOTAL	548 367

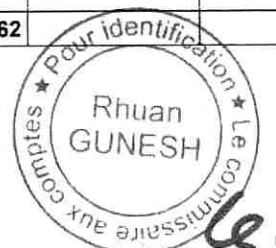


Etat des immobilisations

	Valeur brute des immob. au début de l'exercice	Augmentat°	Diminut°	Valeur brute des immob. à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	7 610			7 610
Immobilisations corporelles	50 899	5 390		56 289
Immobilisations financières	900	4 970		5 870
TOTAL	59 409	10 360		69 769

Etat des amortissements

	Montant des amort. au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. afférents aux éléments sortis et reprises	Montant des amort. à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	7 610			7 610
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements, aménagements divers	17 697	252		17 949
Matériel de transport	19 822	1 178		21 000
Autres immobilisations corporelles	10 861	1 632		12 493
TOTAL	55 990	3 062		59 052



Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	5 870		5 870
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	336 432	336 432	
Autres créances	37 789	37 789	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	380 091	374 221	5 870

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	336 429
Autres produits à recevoir	405
TOTAL	336 834

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	17 001
Dettes fiscales et sociales	43 826
Autres dettes	750
TOTAL	61 577



Annexe association (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	101 035				101 035
Dont générosité du public					
Report à nouveau	238 086	134 901			372 987
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	134 901		25 443	134 901	25 443
Dont générosité du public					
Situation nette	474 021	134 904	25 443	134 904	499 465
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	474 021	134 904	25 443	134 904	499 465
TOTAL dont générosité du public					

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses	3 990	3 990		
Fournisseurs	19 952	19 952		
Dettes fiscales et sociales	80 312	80 312		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	251 985	251 985		
TOTAL	326 239	326 239		



Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	17 001
Dettes fiscales et sociales	43 826
Autres dettes	750
TOTAL	61 577

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges	32 000			32 000
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	6 967	25		6 992
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	152 476	69 982	152 476	69 982
TOTAL (II)	191 443	70 007	152 476	108 974
TOTAL GENERAL (I+II)	191 443	70 007	152 476	108 974
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		70 007	152 476	
- financières				
- exceptionnelles				



Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non cadres	12.79	
TOTAL	13.79	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 6 415 €.



